

L'explosion de la demande de viande contribue fortement aux émissions de gaz à effet de serre. Mais abandonner l'élevage ne serait pas une solution.

Faudra-t-il devenir tous végétariens ?

En un demi-siècle, la consommation de viande a explosé. Elle est passée de 23,7 kg à 42,3 kg par an et par habitant en moyenne. Malgré la légère baisse enregistrée dans les pays industrialisés depuis 2008, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'OCDE anticipent, dans leurs dernières projections, une augmentation de la demande mondiale de 16 % sur les dix prochaines années ^[1]. Or, l'élevage est déjà responsable de 14,5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, rappelle la FAO. Et mobilise une grosse partie de la production agricole. Faut-il donc cesser de consommer de la viande pour lutter contre le réchauffement et limiter la pression sur les ressources ? Pas si simple...

Gare au méthane

Les rejets dans l'atmosphère de méthane, dus essentiellement aux rots des ruminants, comptent pour 6,4 % des émissions. Vient ensuite le protoxyde d'azote (4,2 %) lié aux déjections animales et à l'utilisation d'engrais pour les cultures dédiées



Marché en Chine. La consommation mondiale de viande a explosé en un demi-siècle. Si elle plafonne dans les pays du Nord, elle s'accélère au Sud.

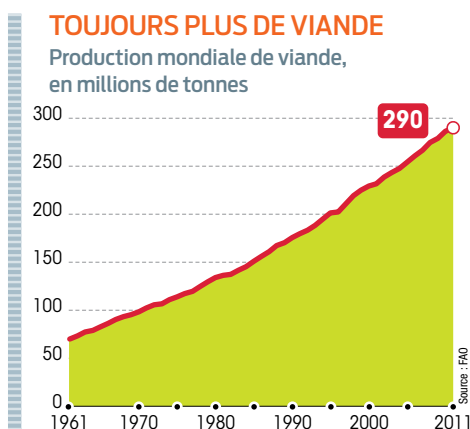
à l'alimentation du bétail. S'ajoute enfin le dioxyde de carbone (3,9 %) provenant de l'énergie utilisée tout au long de la chaîne alimentaire et de la déforestation, du fait de la conversion des forêts en pâturages et cultures. Cet impact varie cependant selon les productions : la viande bovine représente 41 % des émissions de l'élevage, contre 20 % pour la production laitière, 9 % pour la viande de porc et 8 % pour celle des volailles et les œufs ^[2].

L'élevage est en outre gourmand en ressources naturelles. L'alimentation animale mobilise en effet un tiers des terres arables. Dans dix ans, anticipent la FAO et l'OCDE, 1 022 millions de tonnes de céréales et 450,6 millions de tonnes d'oléagineux, représentant respectivement 36,5 % et 87,2 % de la récolte, seront détournées de l'alimentation humaine pour nourrir les animaux. Dans un monde aux ressources limitées, il faudra produire en 2050 de quoi satisfaire les besoins alimentaires de près de 10 milliards

d'humains. L'augmentation de la consommation de viande accentue par ailleurs la pression sur l'eau : produire une calorie sous forme de viande de bœuf nécessite huit fois plus d'eau que produire une calorie d'origine végétale.

La dépendance au soja

« Les problèmes s'expliquent principalement par le niveau atteint par la consommation de viande dans les pays riches et, désormais, parmi les classes aisées des pays du Sud. Et donc par l'élevage industriel, conséquence de cette demande », pointe du doigt Léopoldine Charbonneaux, directrice de l'organisation non gouvernementale (ONG) Compassion in World Farming (CIWF) France, qui encourage les pratiques d'élevage respectueuses du bien-être des animaux. L'élevage a en effet fortement évolué tout au long du XX^e siècle. Traditionnellement, il jouait un rôle complémentaire pour les agriculteurs : revenu d'appoint, fumure des champs, traction ani-



male, valorisation des déchets domestiques... Quant à l'élevage pur, il s'étendait sur des zones peu propices à la culture, comme les zones de montagne ou les steppes. La taille des troupeaux était limitée et leur impact environnemental aussi.

Cependant, dans les pays occidentaux d'abord, dans le reste du monde ensuite, l'élévation des revenus des ménages s'est accompagnée d'une hausse régulière de leur demande de viande. Parallèlement, les progrès des rendements ont permis de dédier une part de plus en plus grande de la surface agricole à l'alimentation du bétail. Les élevages se sont déplacés vers les plaines et la production s'est de plus en plus industrialisée.

A partir des années 1960, l'Europe s'est mise à substituer à l'herbe ou aux fourrages produits localement du soja et des aliments pour bétail bon marché importés des Etats-Unis. C'est le résultat de l'arrangement alors passé de part et d'autre de l'Atlantique. Les Etats-Unis étaient hostiles à la politique agricole commune fondée sur des barrières douanières élevées que venait d'instaurer la toute jeune Communauté économique européenne. Pour éviter une guerre commerciale avec son allié, la CEE fit une entorse de taille à son protectionnisme agricole et accepta l'entrée des oléagineux en quasi-franchise de droits. Par la suite, le Brésil, puis l'Argentine, très

PAYS DU SUD

Les femmes s'approprient l'élevage

Si la possession d'animaux constitue un moyen d'accroître la sécurité alimentaire et les revenus des ménages ruraux, elle contribue également à l'autonomisation des femmes. Ces dernières représentent 43 % de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement, mais elles ne sont que 5 % en Afrique du Nord et en Asie du Sud et 15 % en Afrique subsaharienne à posséder des terres, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

C'est une des raisons qui ont poussé nombre d'entre elles à s'engager dans l'élevage « de case », depuis l'embouche jusqu'à la vente au consommateur : chèvres, moutons, porcs ou volailles. Dans certains pays, cette production adossée au foyer a pris des proportions importantes. Au Nicaragua, par exemple, les femmes détiennent environ 55 %



Guatemala. Au Sud, de nombreuses femmes se sont engagées dans l'élevage de « case », c'est-à-dire dans une production adossée au foyer.

des porcs et 65 % des volailles. Au Kenya, elles contrôlent les deux tiers des ventes de poulets, essentiellement en vente directe [1].

[1] *Women, Livestock Ownership and Markets. Bridging the Gender Gap in Eastern and Southern Africa*, par Jemimah Njuki and Pascal C. Sanginga (éd.), Routledge, 2013.

compétitifs, s'engouffrèrent à leur tour dans la brèche. Dès le milieu des années 1990, profitant de prix internationaux très attractifs, la Chine a imité le Vieux Continent ; elle est aujourd'hui le premier importateur mondial de soja, absorbant les deux tiers du marché international.

Une source de revenus

Alors, faut-il cesser de manger de la viande ? Au Sud, l'amélioration de l'alimentation et de la santé des populations nécessiterait au contraire une augmentation de la part

des protéines animales dans les régimes alimentaires. Un Africain ne consomme que 18,6 kg de viande par an en moyenne. Compléter des rations composées essentiellement de céréales et de tubercules de la viande ou du poisson serait plutôt un progrès.

Par ailleurs, au niveau mondial, 1,3 milliard de personnes – dont plus de 1 milliard dans les pays en développement –

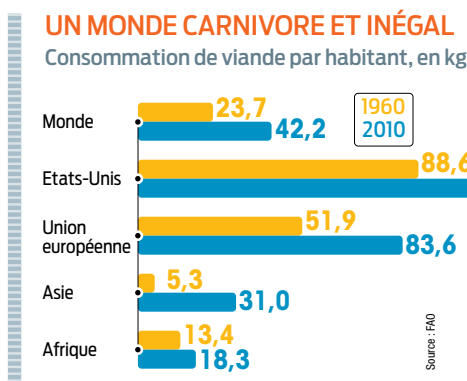


Bovins. Produire une calorie sous forme de viande de bœuf nécessite huit fois plus d'eau que produire une calorie d'origine végétale.

dépendent de l'élevage pour leur survie, selon la FAO. « Dans les zones arides, l'élevage est la seule possibilité de valoriser les terres impropres aux cultures. Avoir des animaux que l'on peut vendre est en quelque sorte une épargne sur pied », insiste Sylvain Gomez, chargé de mission à Elevages sans frontières.

[1] Voir « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2015-2024 », 2015, www.fao.org/3/a-i4738f.pdf

[2] Les rejets de méthane dus aux rots des ruminants expliquent pourquoi les productions de viande bovine et de lait émettent davantage de gaz à effet de serre que les autres productions animales.



FRANCE

Un modèle agricole à bout de souffle

Depuis plusieurs mois, les éleveurs français s'enfoncent dans la crise. Mi-juillet, le prix du lait tournait autour de 300 euros la tonne, contre 350 euros un an plus tôt, un niveau qui permettait tout juste de couvrir les coûts de production. La situation n'est pas meilleure pour les producteurs de viande bovine. A 370 euros la tonne cet été, ils produisent à perte. Il faudrait que les cours passent la barre des 450 euros pour qu'ils commencent à faire des bénéfices...

Ni le plan d'urgence proposé à la mi-juillet par les pouvoirs publics, ni l'engagement des industriels et des distributeurs pour revaloriser les prix versés aux producteurs – chacun accusant l'autre de ne pas respecter les accords –

semblent en mesure de soulager durablement les agriculteurs. La diminution de la consommation intérieure et de la demande internationale (baisse des importations chinoises de lait, embargo russe...) a favorisé les excédents au niveau de l'Union européenne. Alors que les mécanismes de régulation de la production, à l'image des quotas laitiers, ont disparu.

Pour justifier la fin de ces outils, Bruxelles avait pourtant mis en avant la possibilité pour les éleveurs européens de bénéficier de la hausse de la demande mondiale. C'est d'ailleurs pour se mettre en ordre de bataille que les producteurs européens avaient cherché au cours de ces dernières années à atteindre une

taille critique, accentuant la restructuration du secteur. La création de mégafermes en Europe du Nord et en Allemagne a en outre renforcé la concurrence intra-européenne. Criant au casse-cou, la Confédération paysanne demande la réintroduction de mesures de régulation avec l'instauration d'un prix minimum garanti et une réorientation immédiate de la politique agricole commune vers une politique plus soucieuse de l'environnement et de l'emploi.



Des membres de la Confédération paysanne, devant la laiterie Sodiaal, dans la Loire, en juillet, souhaitent obtenir des explications sur le prix du lait.

► La vente d'œufs et de lait dégage également des revenus pour faire face aux aléas, couvrir les dépenses de santé ou les frais scolaires. Et un monde sans viande signifierait la disparition de tous les sous-produits animaux. Il faudrait trouver les moyens de remplacer les 11 millions de tonnes de cuir et les 2 millions de tonnes de laine que l'élevage produit chaque année. Sans oublier les déjections animales, qui contribuent à fertiliser les cultures.

Réintroduire l'herbe

Reste à rendre la consommation de viande écologiquement soutenable. La FAO plaide pour le développement d'un autre mode de

production, plus respectueux de l'environnement, estimant qu'il permettrait de réduire de 30 % les émissions de gaz à effet de serre du secteur. Une première piste à suivre consisterait à modifier la ration alimentaire des animaux en réintroduisant l'herbe à la place des importations d'alimentation pour le bétail. « *Les prairies, comme les forêts, permettent de stocker du carbone et donc de compenser des émissions de CO₂* », rappelle Jean-Louis Peyraud, chercheur à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra).

Développer l'agroécologie permettrait par ailleurs d'instaurer un cercle vertueux entre cultures végétales et production animale : le bé-

tail, dont les déjections fertilisent les cultures, peut en effet se nourrir avec des productions légumineuses (pois, lin...) semées en rotation avec des cultures céréalières sur l'exploitation et des résidus de récoltes. Ces systèmes de polyculture-élevage, qui ont été peu à peu abandonnés dans les pays du Nord, contribuent à la fois à la protection des sols contre l'érosion et à l'accroissement de leur fertilité.

Ces techniques risquent cependant de ne pas être suffisantes si, parallèlement, la consommation des pays industrialisés ne baisse pas de manière significative. Les rations actuelles – 117 kg de viande par personne et par an aux Etats-Unis et 82,5 kg dans l'Union européenne – se traduisent par une épidémie d'obésité et de maladies cardiovasculaires que la société paye au prix fort. A cet égard, le fait que la consommation de viande dans les pays riches ait commencé

à décliner depuis le milieu des années 2000 est une bonne nouvelle. Un mouvement davantage dû au succès du « flexitarisme » (diversifier l'alimentation et réduire les apports de protéines animales au profit des protéines végétales) qu'à celui du végétarisme pur et dur. Mais en termes de consommation moyenne par habitant, le reflux par rapport au sommet atteint en 2007 est encore limité : de 126 kg à 117 aux Etats-Unis et de 84,5 kg à 82,5 dans l'Union européenne. Même divisées par deux, ces quantités resteraient encore supérieures à celles ingurgitées dans les pays émergents, pourtant en forte croissance...

■ L.E.